

réussi à repousser les rebelles de l'UNITA pour le compte du gouvernement angolais. C'est un directeur de la Branch Energy and Heritage Gas and Oil, Anthony Buckingham, qui met EO en contact avec le NPRC. Buckingham négocie le contrat avec EO, auquel il aurait consenti des avances en échange de la libération des concessions d'État dans les régions de la Sierra Rutile et des gisements diamantifères.

Le premier contingent d'EO arrive en Sierra Leone en mai 1995. Dans les dix jours qui suivent le début de leurs opérations, les forces d'EO repoussent les troupes du RUF loin de Freetown et, en moins d'un mois, les chassent des régions diamantifères. Leur succès est attribuable en partie à leurs propres aptitudes au combat, bien que leur nombre total n'ait jamais dépassé 200 hommes. Elles bénéficient d'un excellent dispositif de soutien aérien et ont amené un équipement de communications de première qualité ainsi que de bons instructeurs qui travaillent d'abord avec un petit groupe de soldats sierra-léonais, puis avec les kamajors, déjà forts de leur effectif de 2 000 à 3 000 hommes. Dès le début de 1996, le RUF est durement atteint, et écarté des régions diamantifères qui avaient contribué à financer ses activités.

Sous les fortes pressions qu'exercent tant la population que les organismes donateurs en vue d'obtenir le rétablissement d'un régime civil en Sierra Leone, le NPRC annonce la tenue d'élections en février 1996. En janvier, néanmoins, Valentine Strasser est renversé par son vice-président, le brigadier Julius Maada Bio. Croyant qu'il s'agit d'une tentative visant à prolonger l'existence du régime militaire, le public intensifie ses pressions en faveur de la tenue d'élections. Acculé par les attaques continues d'EO, le RUF annonce un cessez-le-feu et demande des pourparlers de paix inconditionnels avec le gouvernement de Bio. Ces pourparlers débutent à Abidjan quelques jours seulement avant la tenue des élections. Après deux tours de scrutin, le SLPP forme un gouvernement dirigé par Ahmad Tejan Kabbah, un ancien représentant officiel du PNUD, qui prête serment en qualité de président.

L'après-1996

À Abidjan, les pourparlers de paix se poursuivent pendant presque neuf mois, durant lesquels le RUF reprend l'offensive, mais ne parvient qu'à se faire repousser d'une manière désastreuse par les forces d'EO et des kamajors. Lorsque Foday Sankoh et le GOSL signent un traité de paix à la fin de novembre 1996, le RUF semble à bout de forces. C'est pourquoi il n'est peut-être pas surprenant que le président Kabbah ait consenti à l'expulsion des forces d'Executive Outcomes dans les cinq semaines suivant la signature du traité (bien que LifeGuard, une ramification d'EO, demeure en arrière pour protéger les régions diamantifères). On ne s'étonnera pas non plus, à la lumière des événements qui vont suivre, de ce que Foday Sankoh ait refusé d'autoriser la présence d'une force de maintien de la paix de l'ONU comptant 720 membres.

C'est le RUF qui tire le plus d'avantages du traité de paix. Il se voit offrir un rôle politique permanent ainsi que la légitimité, et il est déchargé de la responsabilité de ses activités antérieures. Et, ce qui a plus d'importance, il est gagnant sur le plan militaire : le régime reste exposé, car il dispose de peu de forces fiables de sécurité, à part les kamajors et un nouveau